

Une lutte résolue contre  
l'antisémitisme

Recueil de publications (2005-2021)

**UJFP**

# DOSSIER 4

# Antisémitisme et islamophobie : l'effet miroir

## Table des matières

DOSSIER 4. Antisémitisme et islamophobie : l'effet miroir.....	2
32. De la laïcité.....	2
33. Des Juifs contre l'islamophobie.....	7
34. Après l'agression de Marseille, les signes religieux à nouveau bienvenus ?.....	9
35. « Islamophobie et antisémitisme ».....	11
36. Islamophobie et négationnisme : l'ignoble tour de force d'Éric Zemmour.....	12
37. De l'antisémitisme des années 30 à l'islamophobie d'aujourd'hui.....	14

38. Les empoisonneurs, antisémitisme, islamophobie, xénophobie, à propos d'un livre de Sébastien Fontenelle.....	22
39. Note de lecture de « Antisémitisme & Islamophobie une histoire croisée ».....	24

## DOSSIER 4.

### Antisémitisme et islamophobie : l'effet miroir

## 32.

### De la laïcité

**Auteur :** Rudolf Bkouche

**Date :** 2 septembre 2016

**Contexte :** La loi « sur les signes religieux dans les écoles publiques » a été votée en février 2004 ; l'« affaire du burkini » date de l'été 2016. Rudolf Bkouche aborde la question de la laïcité en s'appuyant sur l'*Histoire de l'antisémitisme* de Léon Poliakov.

**Lien :** <https://ujfp.org/de-la-laicite/>

#### *Qu'est-ce que la laïcité ?*

C'est le refus du théologico-politique, c'est-à-dire de l'intervention de contraintes religieuses dans le politique et en particulier dans l'élaboration des lois. C'est cela et rien d'autre. En ce sens, la laïcité est un concept négatif.

Pour reprendre une expression de Catherine Kintzler, on peut considérer la laïcité comme un code de bonne conduite (au sens où l'on parle du code de la route) permettant aux membres d'une société de coexister ; en ce sens la laïcité relève du domaine du Droit. Dans ce contexte la notion de morale laïque n'a aucun sens ; vouloir chercher dans la laïcité les conditions d'une morale revient à l'instituer en dogme et à la transformer en religion parmi d'autres, ce qui revient à la nier.

La laïcité n'a pas pour fonction de fabriquer un consensus, bien au contraire. On ne peut demander aux croyants des différentes religions de construire une croyance commune, ce qui reviendrait à vider ces croyances de tout sens ; on ne peut demander aux athées d'adopter des croyances qui leur sont étrangères ; ce que l'on peut attendre de la laïcité, c'est qu'elle permette la coexistence des adeptes des diverses croyances, coexistence pacifique qui relève moins du « vivre ensemble » que du respect mutuel.

La laïcité n'a pas pour objectif de faire taire les polémiques entre les adeptes des diverses croyances ou entre les croyants et les athées, elle a pour objectif d'empêcher que les polémiques liées au débat d'idées ne dégénèrent en affrontements et en agressions des uns contre les autres. Cela renvoie à la distinction que fait Poliakov, dans son *Histoire de l'antisémitisme*, entre les critiques doctrinales et les agressions physiques contre les individus.

La loi de 1905 institue la séparation de l'État et de l'Église, c'est-à-dire entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux. A l'époque la loi vise le pouvoir de l'Église qui cherche à garder le contrôle de certaines activités sociales dont l'enseignement. En cela cette loi est moins anti-religieuse qu'anticléricale si on considère que le cléricalisme signifie le pouvoir des clercs dans la définition des règles sociales, y compris les lois. Les religions minoritaires de l'époque, la protestante et la juive, l'ont bien compris qui soutenaient la loi de séparation.

La laïcité, en tant qu'elle cherche à éviter les affrontements physiques entre les citoyens et à permettre la liberté religieuse, exige la non-intervention des religions dans la construction du politique. En contrepoint la laïcité exige la non-intervention de l'État dans les questions purement religieuses, la seule intervention de l'État étant liée à la limitation des pouvoirs religieux et à l'empêchement des affrontements entre les divers courants idéologiques, religieux ou séculiers, qui parcourent la société.

La loi de 1905 a été souvent détournée au sens où certains, ceux que l'on appelle les laïcards, ont cherché dans la loi des arguments contre la religion et plus particulièrement aujourd'hui, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la laïcité, contre la religion musulmane considérée comme une religion étrangère, s'inscrivant ainsi dans cette forme de racisme qu'on appelle l'islamophobie. Les arguments des laïcards reposent sur quelques contresens qu'il est nécessaire d'analyser.

Le premier de ces contresens est l'invention de ce que certains appellent une morale laïque, notion contradictoire si on revient à la définition de la laïcité rappelée ci-dessus. Ce contresens a conduit à mettre en place ce qu'on appelle l'école citoyenne, laquelle conduit à substituer au catéchisme religieux un catéchisme dit citoyen. Cette invention de la morale laïque conduit à transformer la laïcité en un dogme analogue aux dogmes religieux, entre interdits et obligations ; la laïcité ainsi apparaît comme une religion parmi d'autres et, loin de marquer le refus du théologico-politique, elle n'est plus qu'une forme de théologico-politique parmi d'autres. En cela la laïcité perd son rôle d'assurer la coexistence entre les divers courants idéologiques qui parcourent la société et on comprend que certains s'opposent à une laïcité ainsi pervertie en inventant des substituts comme la « laïcité ouverte » qui n'est qu'une forme d'œcuménisme inconsistant comme l'est toute forme d'œcuménisme. On comprend aussi que, face à cette laïcité pervertie, on invente le « vivre ensemble », une forme sécularisée du « aimes ton prochain comme toi-même » dont on sait qu'il peut être la forme la plus brutale de l'exclusivisme religieux. On voit ainsi s'opérer une régression de la notion de Droit, passant de la régulation des relations entre les hommes, à une sorte d'amour pervers qui consiste à demander au « prochain » de mériter l'amour qu'on doit lui porter, notion d'autant plus perverse qu'elle veut apparaître comme une forme de reconnaissance de l'altérité de l'autre, ce qu'elle ne saurait être.

Le second de ces contresens, c'est non seulement de transformer la laïcité en valeur mais de faire de cette valeur une valeur universelle. Si on veut parler d'universel, il faut distinguer d'une part ce que l'on peut appeler l'universel des faits qui concerne le monde indépendamment des hommes,

ainsi le fait que quand on lâche une pierre elle tombe ou le fait que la terre tourne autour du soleil, même si la connaissance empirique première nous apprend que c'est le soleil qui se déplace dans le ciel, d'autre part l'universel des valeurs, celles que les hommes inventent pour réguler les relations entre eux. En cela si l'universel des faits relève de l'universel, l'universel des valeurs marque essentiellement une volonté d'universalisme de la part des sociétés humaines, que ce soit les grandes religions telles le christianisme et l'Islam, ou que ce soit des idéologies séculières tel l'humanisme et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen qui est l'une des expressions de cet humanisme. Mais cet universalisme des valeurs relève moins d'un universel, c'est-à-dire d'un Absolu, que d'une culture, c'est-à-dire de l'une des formes particulières d'expression des sociétés humaines. Dire cela n'implique pas un relativisme des valeurs qui diraient que toutes se valent, mais implique au contraire que tout système de valeurs peut être soumis à la critique et qu'il n'y a pas de réponse a priori qui permettent de définir les « bons » parmi eux. Ce qui fait la force d'un système de valeurs, c'est qu'il s'est construit dans une société et qu'en ce sens il l'exprime, mais, par cela même, il peut être soumis à la critique.

Le rôle de la laïcité est alors d'organiser la coexistence entre ces systèmes de valeurs tout en rejetant ceux qui présentent un danger pour cette coexistence. Ici encore on ne saurait renvoyer à un Absolu qui permettrait de dire *a priori* quels sont les bons systèmes de valeurs et ceux qui sont à rejeter. C'est peut-être cela qui rend la laïcité difficile et qui conduit certains à chercher dans la laïcité des normes à la façon d'une religion.

Ces remarques nous amènent à revenir sur ce que certains appellent, tantôt pour la glorifier, tantôt pour la dénigrer, la laïcité à la française. Nous ne reviendrons pas sur la notion de franco-français qui consiste à inventer une *exceptionnalité* française ; qu'on la glorifie ou qu'on la dénigre, cela ne fait qu'exprimer une forme de chauvinisme. Par contre il importe, sauf à donner à la laïcité une valeur d'Absolu qui la met sur le même plan que toute autre idéologie totalisante, de replacer la laïcité française dans son contexte historique ; c'est une telle approche qui permet de comprendre d'une part l'idéologie laïcarde, d'autre part les contre-idéologies qui s'opposent à elles telle la laïcité ouverte citée ci-dessus.

---

### ***Appendice 1- La loi sur le voile : une loi anti-laïque***

Avec la polémique sur le voile on voit apparaître de nombreux contresens qui marquent l'incompréhension de la laïcité. Il faudrait d'abord noter l'usage de la laïcité contre l'Islam rappelé ci-dessus mais il faut y ajouter d'autres contresens qui vont bien plus loin que l'islamophobie.

Notons d'abord une confusion sur le terme « public ». Les partisans de la loi ont transformé celle-ci en un refus de ce qu'on a appelé « les signes ostentatoires de l'appartenance religieuse », et on a ajouté au port du voile, pour faire bonne mesure, la croix, la kippa et quelques autres signes, tel le turban sikh. Tout cela frise le ridicule et porte sur une interprétation maximaliste de la loi de 1905. Depuis 1905, on renvoie la religion à la sphère privée sans trop se demander ce que cela signifie. La sphère privée comporte des manifestations publiques comme le sont les bâtiments religieux, églises, temples, synagogues et aujourd'hui mosquées, et les cérémonies qui s'y déroulent. Faut-il donc, au nom du renvoi à ladite sphère privée, interdire la fréquentation de ces bâtiments par les croyants ? Ces bâtiments sont publics au sens qu'ils sont ouverts à tous ceux qui

veulent y venir et que les manifestations religieuses qui s'y tiennent sont ouvertes à tous. Cet aspect public des bâtiments et des manifestations culturelles ne s'oppose en rien à la laïcité au sens que nous avons rappelé au début de ce texte. Ce qui serait contraire à la laïcité serait que la loi impose une obligation de participation aux manifestations religieuses, que ce soit pour une seule religion ou que ce soit, pour montrer un « pluralisme » de bon aloi, d'obliger chacun à fréquenter le temple de son choix, y compris un « temple athée ». Le caractère public des manifestations religieuses n'est donc pas une entorse à la laïcité, ce qui exige de préciser la distinction classique entre la sphère publique et la sphère privée attribuée à la laïcité, et, de façon plus précise, à la loi de 1905.

Le terme « public » a ici un sens spécifique. On peut définir comme relevant du « public » ce qui appartient à l'État ou est du ressort de l'État. Ainsi une école ou un bâtiment administratif appartient à l'État et la loi de séparation implique que ce bâtiment n'affiche aucun signe religieux, ainsi les croix ont disparu des bâtiments scolaires dépendant de l'État. Mais peut-on en dire autant des personnes qui fréquentent ces établissements. En quoi les élèves seraient-ils tenus de ne pas arborer ces signes dits « ostentatoires ». Quant aux professeurs, s'ils sont tenus, en tant que fonctionnaires mais surtout en tant qu'enseignants, de ne pas montrer leurs choix religieux dans leurs cours, ils ne peuvent échapper à ce qu'on a appelé, par euphémisme, l'enseignement du fait religieux, dans la mesure où celui-ci intervient dans certaines disciplines enseignées, que ce soit l'histoire, la littérature, la philosophie, etc. rappelant que le fait religieux est un fait culturel qui doit être étudié en tant que tel.

En ce sens la loi de 2004 sur l'interdiction des signes ostentatoires dans l'école est contraire à la laïcité et cela à double titre : d'une part elle outrepassa la loi de 1905, d'autre part elle prend le risque d'exclure de l'école publique certains élèves.

L'école laïque n'est pas la reproduction de la famille et elle peut permettre aux élèves de prendre de la distance avec l'éducation familiale, en particulier avec certaines traditions religieuses, c'est en cela qu'elle doit être ouverte à tous les enfants. Il est vrai que cela exige que l'école laïque assure l'instruction, c'est-à-dire la transmission des connaissances. C'est l'instruction qui peut permettre aux élèves d'acquérir une autonomie intellectuelle et de construire leur propre rapport au monde, mais on peut se demander si cet aspect émancipateur est encore l'un des objectifs de l'école d'aujourd'hui.

### ***Appendice 2- A propos du burkini***

L'hystérie récente qui s'est manifestée contre le port du burkini s'est appuyée sur de nombreux contresens pour justifier la méfiance, voire la haine, de certains envers l'Islam. Ici encore on a usé de la laïcité pour légitimer le refus du port de burkini.

Après les attentats perpétrés par ceux qu'on appelle, à défaut de termes plus pertinents, des « djihadistes » ou des « islamistes radicaux », on a voulu voir dans le port du burkini un symbole de cet islamisme radical et on a accusé les femmes qui portaient le burkini d'être sinon des terroristes du moins des complices du terrorisme. Argument facile qui voulait jouer sur le traumatisme causé par les attentats mais argument qui ne tient pas. Il est impossible de dire quelles sont les arrière-pensées de celles qui portent le burkini ; cette volonté de dire a priori les pensées profondes de celles qui portent le burkini est contraire à la laïcité : d'une part on remarque que certaines

personnes arborent un signe « ostentatoire », ensuite on donne à ce signe ostentatoire un sens de soutien aux attentats, voire de complicité avec leurs auteurs ? On peut alors mélanger deux interprétations du port du burkini, d'une part une menace sur l'ordre public, d'autre part une atteinte à la laïcité. On y ajoute pour compléter, une atteinte aux droits des femmes. Ces multiples interprétations permettent à certains maires de signer un décret interdisant le port du burkini. Et s'engage un débat quelque peu ridicule sur la laïcité, sur l'islamisme et, cerise sur le gâteau, sur le droit des femmes.

Revenant sur ces deux questions, celle du voile et celle du burkini, nous précisons qu'il ne s'agit pas, dans cet article, de prendre position pour ou contre le port du voile ou le port du burkini. Si chacun a le droit de prendre position et de l'exprimer, cette question ne saurait concerner la loi et il serait contraire à la laïcité de s'appuyer sur des opinions pour justifier une position, quelle qu'elle soit.

Par contre ce qui est à critiquer, c'est le détournement de la laïcité à des fins politiques pour en faire un argument contre les adeptes d'une religion que certains considèrent comme étrangère aux « valeurs républicaines » ou aux « valeurs de la France ». On peut alors poser la question de ce que sont ces « valeurs » qui entremêlent deux courants opposés de l'histoire de France, d'une part le christianisme (certains parlent de valeurs chrétiennes) et d'autre part la laïcité (dont certains ont fait une valeur). Ces contresens dont nous avons parlé sont des contresens volontaires ; que ces contresens soient faits au nom de la défense du passé ou au nom d'une vision mythique de la modernité, ils conduisent à exclure. C'est ainsi qu'on cherche à exclure une population considérée comme étrangère par essence comme le montre le numérotage des générations inventé pour désigner les enfants, aujourd'hui français, des immigrés venus des anciennes colonies françaises, comme s'il fallait rappeler à ces enfants qu'ils ne sont pas complètement français.

Le Conseil d'État a heureusement déclaré que le port du burkini ne portait pas atteinte à l'ordre public et que les décrets interdisant ce vêtement n'avaient aucune valeur légale. Il s'agit essentiellement de défense du Droit, mais cela a suffi pour que certains crient à la démission devant l'islamisme et que les maires qui ont pris les décrets contre le port du burkini déclarent qu'ils ne suivront pas l'avis du Conseil d'État. Ainsi des défenseurs de l'ordre public décident de remettre en cause le principe de séparation des pouvoirs lorsque la Justice prend une décision qui ne leur plaît pas. On voit ainsi comment ce détournement de la laïcité permet à certains de justifier le racisme. On peut parler d'imposture.

Tout cela conduit, non à repenser la laïcité ou à inventer une nouvelle laïcité dont, par exemple, la laïcité ouverte, mais à revenir à ce qui constitue la laïcité, le refus du théologico-politique au sens rappelé au début de ce texte.

*Rudolf Bkouche, 2 septembre 2016*



## 33.

### Des Juifs contre l'islamophobie.

---

Auteur : UPJB et UJFP

Date : 17 décembre 2015

Contexte : Le 13 novembre 2015, une série d'attentats à Paris – au Bataclan, sur les terrasses de cafés et au Stade de France –, sont perpétrés par l'organisation État islamique (Daech). Ils font 130 morts et plus de 400 blessés.

Dans les jours qui suivent, des actes de violence isolés et des inscriptions islamophobes touchent des Musulmans.

Le 18 novembre, à Marseille, un juif portant une kippa, affirme avoir été violemment agressé par trois individus dont l'un aurait porté un tee-shirt représentant le drapeau de Daech. Il est finalement mis en examen pour dénonciation mensongère.

Le 12 décembre se tient à Amsterdam, Bruxelles, Barcelone, Londres et Paris, la Journée internationale contre l'islamophobie

Lien : <https://ujfp.org/des-juifs-contre-islamophobie/>

**Comme tous les citoyens épris de justice et d'humanité, nous avons été sidérés et indignés par les massacres de masse commis à Paris le 13 novembre, dont l'onde de choc a traversé les frontières.**

L'émotion ne doit pas encourager des mesures discriminatoires à l'encontre d'un « ennemi » qui a été désigné depuis 2001 avec la théorie du « choc des civilisations ».

Parce que nous avons été autrefois les parias de l'Europe jugés inassimilables et accusés de tous les maux et que l'antisémitisme est toujours à l'œuvre et assassin, nous disons avec force à nos sœurs et à nos frères arabes, turcs, musulmans, « d'apparence musulmane », nés et éduqués ici ou venus d'ailleurs :

- Nous sommes tous ici chez nous. L'égalité en droit, en respect et en dignité est due à tous.
- Personne n'a le droit de multiplier des lois et des règlements discriminatoires dont vous êtes aujourd'hui les premières cibles.
- Personne n'a le droit d'établir entre nous des distinctions en fonction d'une nationalité d'origine qui feraient de beaucoup d'entre vous des citoyens de seconde zone.

– Personne n’a le droit de vous suspecter à cause de votre religion, de votre apparence ou de votre origine présumée.

– Personne n’a le droit de vous sommer de vous justifier.

– Personne n’a le droit de mélanger à l’envie islam, islamisme et terrorisme, pas plus que d’assimiler Juifs et sionistes.

– Personne n’a le droit de proclamer un état d’urgence qui vous transformerait en coupables potentiels.

– Personne n’a le droit de vous discriminer au travail, au logement, à l’éducation ou à la citoyenneté.

– Personne n’a le droit de multiplier les guerres et d’ériger des murs ou des camps à l’entrée de l’Europe ou sur son territoire.

**Il n’y a pas d’alternative au « vivre ensemble » dans l’égalité des droits en Europe comme en Palestine/Israël. Juifs et Musulmans, cette société est la nôtre. À nous de la rendre plus belle et plus juste, à l’unisson avec toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté.**

*Communiqué commun de l’Union des progressistes juifs de Belgique (UPJB)  
et de l’Union juive française pour la paix (UJFP)*





## Après l'agression de Marseille, les signes religieux à nouveau bienvenus ?

---

**Auteur :** Bureau national de l'UJFP

**Date :** 16 janvier 2016

**Contexte :** Quelques jours après les terribles tueries du 13 novembre 2015 au Bataclan, le 18 novembre, à Marseille, un juif portant une kippa, affirme avoir été violemment agressé par trois individus dont l'un aurait porté un tee-shirt représentant le drapeau de Daech.

Les réactions ont été vives : François Hollande s'exprime le 19 novembre et déclare : « Nous devons être d'une terrible, impitoyable même, réaction parce que c'est l'ensemble de la communauté nationale qui est concernée ».

Le président du Consistoire israélite de Marseille incite alors les juifs de la ville à « enlever la kippa dans cette période trouble, jusqu'à des jours meilleurs ».

En réaction, beaucoup s'offusquent et le 13 janvier, 2 députés, Claude Goasguen et Meyer Habib arborent une kippa devant les caméras, dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Un mois après ce communiqué de l'UJFP, la « victime » sera finalement mise en examen et jugée pour dénonciation mensongère.

**Lien :** <https://ujfp.org/apres-lagression-de-marseille-les-signes-religieux-a-nouveau-bienvenus/>

**L'agression subie dans la rue par un enseignant d'une école juive portant kippa est un acte raciste grave, et il fait suite à une incontestable recrudescence d'actes violents sur des lieux et des personnes identifiés comme juifs.**

Aujourd'hui, l'antisémitisme tue en France. Toutes les forces démocratiques et citoyennes doivent le prendre en compte.

Cependant, la réaction du Président de la République à l'événement nous plonge dans un abîme de perplexité. Il déclare – enfin ! – que le port de la kippa dans la rue est un droit citoyen garanti par les lois sur la laïcité. Est-ce à dire que le Président a enfin compris que l'interdiction des signes

religieux qui a été inscrite dans la loi, ce que tout le monde a compris comme visant les tenues musulmanes, était contraire à l'esprit des lois de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État ?

Nous ne voulons pas croire que dans la situation de tension exacerbée qui existe dans notre pays le Président et le gouvernement vont continuer à accorder aux Juifs un statut spécial. Car non seulement ce serait contraire aux principes d'égalité devant la loi, mais ce serait un ferment supplémentaire pour le développement de l'antisémitisme !

Faut-il rappeler le nombre de femmes portant foulard agressées, au couteau, au cutter, à coups de poing sans que les ministres ne se déplacent ni ne s'indignent ? Comment ne pas être conscient à quel point cela peut être source de ressentiment ?

De même, sur un autre plan, quand les responsables des organisations sionistes ou le Premier Ministre ajoutent à la liste des actes antisémites trop réels et nombreux, la critique d'Israël et la défense des droits des Palestiniens – criminalisation de la campagne BDS, tentative d'interdire une exposition sur Gaza à la Maison des Métallos par exemple –, ne sont-ils pas conscients qu'ils favorisent ce racisme antisémite ?

Dans son rapport 2015, la commission nationale consultative des droits de l'homme résumait la situation ainsi : recrudescence des préjugés antisémites, montée de l'intolérance à l'égard des rites de l'islam, banalisation du racisme à l'égard des Roms tant biologisant que culturel, émergence d'une conception dévoyée de la laïcité et du principe de neutralité de l'État comme rempart à l'Islam, en ce que la laïcité n'est plus un outil d'apaisement mais un prétexte au rejet des différences.

Pour inverser ces tendances lourdes et dangereuses, il nous semble urgent de lutter avec tous nos concitoyens, quelle que soit leur religion ou leur absence de religion, pour que chacun puisse exercer dans l'espace public son droit à la libre expression de ses appartenances.

*Le Bureau national de l'UJFP le 16 janvier 2016*



## 35. « Islamophobie et antisémitisme »

---

**Auteur :** Bureau national de l'UJFP

**Date :** 19 avril 2016

**Contexte :** Émission « L'hebdo » de Fréquence Paris Plurielle (106.3 FM) avec Michèle Sibony de l'UJFP et Julien Salingue du NPA.

**Lien :** <https://ujfp.org/emission-lhebdo-de-frequence-paris-plurielle-106-3-fm-consacree-au-theme-islamophobie-et-antisemitisme/>

Émission diffusée le 30 janvier 2016, avec Michèle Sibony de l'UJFP et Julien Salingue, Docteur en sciences politiques et membre du NPA.

Écouter l'émission :

[ms\\_js.mp3](#)



## 36.

# Islamophobie et négationnisme : l'ignoble tour de force d'Éric Zemmour.

---

**Auteur :** Coordination nationale de l'UJFP

**Date :** 29 septembre 2019

**Contexte :** A Paris, le 28 septembre 2019, se réunit une « Convention de la droite » avec en vedettes *Marion Maréchal et Éric Zemmour* qui martèlent un discours identitaire. Ainsi *Éric Zemmour* a-t-il comparé « *les femmes voilées et les hommes en djellabas* » à un uniforme d'une armée d'occupation et mis sur le même plan nazisme et islam.

Cet appel au pogrom d'*Éric Zemmour* est télédiffusée en intégralité pendant 32 minutes, en direct.

**Lien :** <https://ujfp.org/islamophobie-et-negationnisme-l-ignoble-tour-de-force-deric-zemmour/#easy-footnote-bottom-1-6880>

**Tout le gratin des névrosé.e.s du « grand remplacement », de l'« inversion de la colonisation » et de « l'extermination de l'homme blanc hétérosexuel catholique » s'est donné rendez-vous à Paris ce samedi, à l'initiative de Marion Maréchal-Le Pen, organisatrice de la première « Convention de la droite »<sup>1</sup>. Au programme, les obsessions habituelles : immigration, islam et dissolution de l'identité virilo-nationale.**

À l'aise comme un poisson dans les eaux croupies des droites extrêmes, Éric Zemmour, le médiacrate au racisme encore récemment avéré, s'est fendu d'une intervention particulièrement odieuse – et particulièrement applaudie –, dont une petite phrase prononcée sur le ton du bon mot nous a heurté plus encore que toutes les autres : « Le nazisme est parfois un peu raide et intolérant, mais de là à le comparer avec l'islam... ».

Il fallait le voir jubiler à l'avance, certain de son effet sur une foule acquise à ses thèses nauséabondes. Il ne s'est d'ailleurs pas trompé : l'audience l'interrompt par un rire unanime. Rien, dans cette phrase, ne prête pourtant à sourire. L'islam, religion et culture partagées par des millions

---

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/09/28/l-immigration-et-l-islam-au-c-ur-de-la-convention-de-la-droite\\_6013471\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/09/28/l-immigration-et-l-islam-au-c-ur-de-la-convention-de-la-droite_6013471_823448.html)

de femmes, d'hommes et d'enfants dans ce pays, est assimilé à l'idéologie la plus meurtrière du XXème siècle. Celui là-même qui vient d'être condamné pour islamophobie continue de cracher au visage de tou.te.s les Musulman.e.s de France, relayé d'ailleurs en toute tranquillité par des chaînes d'information continue.

À y regarder de plus près, nos concitoyen.ne.s de religion ou de culture musulmane ne sont pas les seul.e.s que Zemmour insulte. Ce genre de comparaison vulgaire et haineuse participe d'une relativisation de la violence antisémite constitutive de l'idéologie nazie, et par là même des soubassements de la destruction des JuifVEs d'Europe, ce qui relève sans équivoque du négationnisme le plus crasse. Cette phrase, et plus encore son acceptation enthousiaste, est l'illustration manifeste que l'islamophobie et l'antisémitisme sont les revers d'une même pièce, et que toutes les formes de racisme font système, rendant illusoire la prétention de lutter contre l'une sans s'attaquer à toutes les autres.

L'UJFP condamne la malice détestable de cette phrase qui trivialisait le nazisme pour mieux discréditer l'islam, réussissant l'ignoble tour de force de joindre le négationnisme à l'islamophobie. Honte à Zemmour !

*Coordination nationale de l'UJFP, le 29 septembre 2019*



## 37.

# De l'antisémitisme des années 30 à l'islamophobie d'aujourd'hui.

---

**Auteur :** Pierre Stambul

**Date :** 22 novembre 2019

**Contexte :** Dans une atmosphère de montée de l'islamophobie d'État, Pierre Stambul fait le point dans cet article, en redéfinissant les notions.

**Lien :** <https://ujfp.org/de-lantisemitisme-des-annees-30-a-lislamophobie-daujourd'hui/>

**Il n'est plus possible de faire semblant de ne pas voir. Tous les jours des politiciens injurient ou stigmatisent les musulman.es. Toutes les semaines les « unes » de Valeurs actuelles, le Point, Marianne et bien d'autres insistent sur l'incompatibilité entre la « République » (laquelle ?) et l'Islam. Les violences, les attaques meurtrières se multiplient et pas seulement en France. Enlevez le mot « musulman » et mettez le mot « juif » dans ces diatribes incessantes : la similitude avec ce qui s'est passé dans les années 30 est flagrante. Et ce conditionnement idéologique a permis Auschwitz.**

### *Des termes impropres, mais qui se sont imposés*

Le terme « antisémitisme » est totalement impropre. Il n'y a bien sûr pas de race sémite, pas plus que de race aryenne. Il n'y a pas de race. Cette tentative d'essentialiser et de hiérarchiser « scientifiquement » les humains selon leur origine réelle ou supposée et selon leur culture est une de ces abominations que nous a léguée la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Le mot « antisémite » a été inventé par l'Allemand Wilhelm Marr (1819-1904), un des théoriciens du racisme biologique, précurseur du nazisme. Parfois des amis arabes me disent : « comment peut-on nous traiter d'antisémites puisque nous sommes sémites ? » Eh bien non, les races n'existent pas et il n'y a pas d'homogénéité dans ce qu'on appelle juif ou arabe : les Juives et les Juifs sont largement descendant.es de converti.es de différentes époques et de différentes régions et dans ce qu'on appelle « Arabes », il y a des Berbères ou des Égyptien.nes qui n'ont rien à voir avec ceux qu'on a la mauvaise habitude d'appeler des Sémites.

Ce terme est une invention de l'ennemi et pourtant le terme « antisémite » s'est imposé. Les antisémites veulent, dans le meilleur des cas chasser les Juives et les Juifs et cette haine paroxystique a pu aller jusqu'à l'extermination au moment du génocide nazi.

Et le terme « islamophobie » ? Certains pensent que c'est une invention de Tariq Ramadan, des ayatollahs ou de je ne sais quel barbu. Il n'est pas difficile de voir que le terme existait dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Plus sérieusement, beaucoup rejettent le terme en disant qu'il fait l'apologie de l'Islam et interdit la critique de cette religion. C'est bien sûr faux. L'auteur de ces lignes reste farouchement attaché à « Ni Dieu, ni maître » et au droit d'attaquer les religions. Sauf que ... Dreyfus avait une religion dont le corpus est largement archaïque, patriarcal et comprenant des textes qui sont des apologies du meurtre de masse. Il était militaire dans une armée coloniale et ultranationaliste. Et pourtant, ceux qui, dans le mouvement ouvrier, n'ont pas compris qu'il était fondamental de le défendre, se sont lourdement trompés.

Lutter contre l'islamophobie, c'est pareil. Les « musulman.es » ou, pour parodier Sarkozy, les « musulmans d'apparence » sont aujourd'hui massivement des « dominé.es » qui servent de boucs émissaires dans un monde capitaliste de plus en plus féroce. À ce titre, les défendre est une obligation, quoi qu'on puisse penser ou ne pas penser de leur religion comme de toute autre religion. Avant tout, respect, solidarité, égalité des droits, fraternité, droit à la différence, enrichissement mutuel avec eux.

### ***Le retour du refoulé raciste***

Parmi les moteurs de l'explosion du racisme biologique en Europe après 1850, il y a une forme de « nationalisme identitaire », un rêve meurtrier de pureté, l'idée que le Noir, le Rom, le Juif, l'Arabe, le Musulman souillent notre société.

Dans *L'actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité*. (1999), Alain Bihl analyse dans les textes d'écrivains antisémites (Barrès, Drieu la Rochelle, Brasillach) cette quête de pureté.

Aux États-Unis, le Ku-Klux-Klan utilise les flammes pour purifier l'Amérique. Les Nazis reprendront cette symbolique, ils défilent aux flambeaux, brûleront des livres et finiront par brûler ceux qu'ils ont exterminés.

Rien de nouveau avec ce qui se dit sur les Musulmans. Quand Zemmour parle d'invasion et demande aux Musulmans de « choisir entre l'Islam et la France », il y a cette idée de souillure, d'obstacle à la pureté et d'obligation d'allégeance.

Quand le « journaliste » de LCI Olivier Galzi compare le « voile islamique » à l'uniforme SS, il y a avant tout une obscénité, les SS évoquent les pires dominants, la pire intolérance meurtrière. Comme si les femmes issues de l'immigration post-coloniale appartenaient à cette catégorie ! Mais il y a cette constante du racisme : déshumaniser l'autre, annoncer par la parole que tout est permis. Cette stratégie a été utilisée contre les Juifs dans les années 30 et elle a ouvert la voie à l'extermination. Quand, à chaque numéro, des journaux (Marianne, le Point, Valeurs Actuelles) font l'amalgame islam = islamistes = terroristes, il s'agit d'expliquer que les musulman.es sont un corps étranger en France comme on l'a fait dans la France de Vichy contre les Juives et les Juifs en les chassant de la fonction publique dès 1940.

Certains peuvent penser que l'islamophobie n'existe pas et qu'il ne s'agit que d'un classique « racisme anti-arabe ». Bien sûr, après Auschwitz, il est moins « politiquement correct » de pratiquer le racisme biologique. Mais on se trompe en pensant que cette sinistre explosion raciste ne

serait qu'une revanche coloniale après la perte de l'Algérie même si cet aspect est très important (voir plus loin). Ce n'est pas seulement cela. Une telle interprétation n'explique pas les massacres dans des mosquées au Québec ou en Nouvelle-Zélande, ni le fait qu'un politicien néerlandais (Gert Wilders) ait construit sa popularité sur la proposition d'interdire le Coran aux Pays-Bas. Encore moins qu'un « ancien » du Front National s'imagine venger Notre-Dame de Paris en attaquant la mosquée de Bayonne.

L'islamophobie, comme l'antisémitisme autrefois, est devenue le dénominateur commun de tout ce que le monde compte de partis et d'idéologies racistes et xénophobes. Ne pas le comprendre rend inopérant le combat antifasciste. Les deux racismes ont aussi en commun d'être des racismes d'État qui édictent des lois discriminatoires sur fond de stigmatisation au plus haut niveau.

### ***La question coloniale***

Les empires coloniaux européens vont soumettre de nombreuses populations musulmanes. Aujourd'hui, le sinistre Zemmour, après avoir fait l'éloge de Pétain, fait celui du criminel de guerre Bugeaud (« Quand le général Bugeaud arrive en Algérie, il commence par massacrer les Musulmans, et même certains juifs. Eh bien moi, je suis du côté du général Bugeaud, c'est ça être français »).

Le colonialisme, et avant lui l'esclavage ou le Code noir, sont des périodes fondamentales de l'histoire humaine. Il y aura une croyance majoritaire chez les peuples colonisateurs que « nos » civilisations, « nos » valeurs, « notre » religion sont « évidemment » supérieures à celles des populations colonisées.

Et celles-ci, dans une situation d'exploitation et de domination, conserveront ce qu'elles peuvent de leur mémoire et de leur identité, en particulier l'Islam pour les peuples du Maghreb et du Sahel.

Le colonisateur essaiera de domestiquer l'Islam et d'en faire un relai. Mais il n'y a pas vraiment de clergé sunnite. Cette domestication ne réussira que dans les pays du Golfe. Les colonisateurs s'allieront dès 1920 avec le courant le plus obscurantiste de l'Islam, le Wahhabisme. Le deal est simple : « on vous aide à vaincre le courant nationaliste et à conserver le contrôle des lieux saints et vous nous garantissez le pétrole à bas prix et à volonté ». Cet Islam toléré et complice de la colonisation est celui qui a engendré Al Qaïda ou Daesh. Cet islam féodal, esclavagiste, patriarcal et meurtrier est l'ami de l'Occident qui lui fournit armes et protection. L'islamophobie ne le concerne pas.

Le colonialisme français en Algérie n'est pas seulement une histoire d'enfumades de Bugeaud, de confiscation des terres et des richesses ou de surexploitation de la main d'œuvre autochtone. Royaliste, impérial ou républicain laïque, le colonialisme français va séparer les « musulmans » des « européens » et des « juifs » avec « le code de l'indigénat » qui durera de 1865 à 1946. Pendant toute la durée de la colonisation, seuls 7 000 « indigènes musulmans » seront naturalisés français. Et en 1954, quand l'insurrection éclate, à peine 10 % des « musulmans » savent lire et écrire. Moins qu'en 1830 quand la colonisation a commencé.

Jusqu'à 1961, période où l'opinion française bascule, traumatisée par les nombreux conscrits qui trouvent la mort contre le FLN, il y aura un assez large consensus en France pour dire que l'Algérie, c'est la France et que « nous » apportons la civilisation à une population arriérée. C'est ainsi que, le



13 mai 1958, date du coup d'État qui installe la Cinquième République, des Pieds Noirs en liesse manifestent à Alger en dévoilant de force toutes les femmes algériennes rencontrées sur leur passage.

Le colonialisme, ça aura été aussi l'utilisation massive des colonisés à la fois comme main d'œuvre bon marché et comme chair à canon. Qui sait dans ce sud de la France qui vote fortement pour la famille Le Pen que le Général de Montsabert, censé avoir libéré Marseille, était un des très rares blancs d'une armée essentiellement musulmane ?

Certains regretteront que l'Algérie indépendante soit un pays où la majorité de la population est croyante. Pourquoi en aurait-il été autrement ? Ce pays n'a pas connu l'équivalent des luttes anticléricales du pays colonisateur. Il y a eu des oulémas aux côtés de marxistes et de nationalistes dans la lutte pour l'indépendance. Et des partis laïques français (à l'instar de la SFIO) ont montré qu'on pouvait être laïque et colonialiste, voire soutien des tortionnaires.

Pour les colonialistes, l'utilisation de la religion ne posait aucun problème. C'est ainsi qu'on aura en France un Jules Ferry voulant limiter l'influence de l'Église en France et envoyant en même temps les missionnaires sur les pas des soldats dans la conquête de l'Indochine. Le même Ferry aura des discours sur les races supérieures et les races inférieures révélant un suprématisme décomplexé.

Il serait faux de croire que le colonialisme, c'est du passé. C'est totalement du présent dans les DOM-TOM français et avec la Françafrique. Comme le chantait si bien le regretté François Béranger en 1979 dans *Mamadou m'a dit* : Les colons sont partis. Ils ont mis à leur place une nouvelle élite de noirs bien blanchis.

### ***L'Occident, l'Islam et les Juifs***

La diabolisation du « mahométan » remonte au haut Moyen-Âge. La Chanson de Roland attribue aux Sarrasins une embuscade clairement faite par des Basques. La Première Croisade commence par un massacre de Juifs dans la vallée du Rhin et s'achève par celui des « Infidèles » de Konya ou de Jérusalem.

Le Moyen-Âge est une période où on « construit » l'ennemi : le lépreux, la prostituée, l'hérétique, la sorcière, le Juif, le nomade, le Musulman.

Quand l'Espagne devient un État moderne, elle massacre ou expulse simultanément ses Juifs et ses Musulmans. Elle poursuivra même les descendants des convertis. La « Reconquista » en Espagne s'accompagnera d'une tentative d'effacer la mémoire et la trace de l'Espagne juive ou musulmane. Les synagogues deviennent des églises (Tolède) et les mosquées des cathédrales (Séville, Cordoue).

L'antisémitisme et l'islamophobie modernes puisent leurs racines dans cette histoire.

Quand le colonialisme s'emparera de pays musulmans, ce sera avec un immense sentiment de revanche et de supériorité de l'Europe chrétienne face à des pays qui restent archaïques.

Ce sentiment est écrit noir sur blanc par la Société des Nations après la guerre de 14-18. Alors que les Occidentaux avaient promis l'indépendance aux peuples Arabes vivant sous le joug de l'empire ottoman, cette noble institution va créer les « mandats » permettant à la Grande-Bretagne

et à la France de dominer la quasi-totalité de la région. Prétexte invoqué par la Société des Nations : « ces peuples ne sont pas assez mûrs et développés pour pouvoir s'administrer ».

Cet incroyable sentiment de supériorité par rapport à un Islam forcément archaïque et obscurantiste est hélas largement répandu dans l'Europe aujourd'hui.

### ***Racisme, religions et instrumentalisation de la laïcité***

A-t-on le droit de critiquer les religions ? Oui, mille fois oui ! Une des pancartes en tête de la manifestation contre l'islamophobie, à Paris, le 10 novembre 2019, disait : « Oui à la critique des religions, non à la haine des croyants ».

Dans tous les textes religieux, on va trouver des horreurs sans nom. Mais on va trouver aussi des messages d'égalité ou de justice. Dans la religion juive orthodoxe, on prie en remerciant Dieu de « n'être né ni goy ni femme ». On comprend pourtant que dénoncer ce genre d'horreur vers 1940 n'avait rien d'une légitime critique rationaliste, et ne pouvait qu'apparaître comme un appui à l'extermination qui se préparait.

Il y a clairement dans l'Islam des idées inacceptables et pas seulement sur les femmes, il y en a aussi sur la liberté de conscience. Il y a des conceptions insupportables dans le christianisme, la femme ayant pour seul « choix » celui d'être putain ou mère.

Remarquons quand même que les religions ne sont pas les seules à véhiculer l'ignoble. Le nazisme n'a pas eu besoin de la religion et celle-ci n'a pas joué de rôle fondamental dans les génocides de la fin du XXème siècle.

Critiquer les religions, dénoncer la place qu'elles prétendent prendre pour gérer l'enseignement, la santé, l'espace public est plus que légitime. Défendre les droits des athées et de toutes les croyances minoritaires est un devoir. Il faut rappeler que l'obligation de porter le tchador dans l'espace public iranien est une ignominie qui démontre le caractère dictatorial de la République Islamique ou que la quasi interdiction de l'avortement dans une Pologne dominée par l'Église est une atteinte inacceptable aux droits des femmes de choisir.

Mais l'interdiction du voile voulue par Estrosi et Blanquer ou l'expulsion d'élèves portant le turban sikh dans des lycées de Seine-Saint-Denis, sont aussi inacceptables.

« Vivre ensemble dans l'égalité des droits », c'est accepter l'autre. C'est considérer qu'on peut s'enrichir mutuellement dans la rencontre des différences. C'est refuser l'idée absurde et terriblement dangereuse que le seul choix possible, c'est soit de s'assimiler et de faire disparaître sa différence, soit de se séparer. Il y aujourd'hui un certain consensus en France pour penser que l'époque du « il est interdit de cracher et de parler breton » fut une profonde erreur. L'injonction que les musulman.es deviennent invisibles est du même ordre.

Quant à la volonté d'interdire à des mamans voilées d'accompagner les sorties scolaires, c'est un mépris de classe. C'est une société néocolonialiste et inégalitaire qui veut imposer ses « normes » à une population dominée. Celles et ceux qui hurlent avec les loups sur cette question ne peuvent pas prétendre « aider des femmes dominées ». La première domination, c'est celle d'un colonialisme et d'une société capitaliste raciste.

Si un jour on fait la révolution, on n'interdira pas la cravate, même si elle peut être considérée à juste titre comme un symbole du capitalisme et du patriarcat.

La laïcité est un outil fantastique pour s'opposer aux tentatives des cléricaux d'imposer leur pouvoir et leurs normes. En France, elle a permis de contenir les vellétés d'une Église catholique dont la hiérarchie a été systématiquement dans le mauvais camp (contre-révolutionnaire, contre le socialisme, contre les droits des femmes, dans l'Union sacrée, avec Pétain). La laïcité, c'est le libre débat, c'est un outil fondamental pour le « vivre ensemble » dans nos différences.

Mais la laïcité, ce n'est pas l'obligation d'être athée. C'est certes la défense de la mixité, ou celle d'un enseignement qui combat l'obscurantisme, mais ce n'est pas le fait d'attaquer ou de stigmatiser les croyants.

Le camp laïque, tellement affaibli par l'amoncellement des lois anti-laïques n'a pas pu ou su dénoncer ce qui s'est fait en son nom : des racistes, des suprématistes et des politiciens ont prétendu défendre la laïcité en tapant sur une seule cible : l'Islam. Des féministes prétendent défendre les femmes voilées, surtout pas en leur donnant la parole, mais en parlant à leur place et en les stigmatisant. Ces attaques teintées de mépris postcolonial et de suprématisme n'ont rien à voir, ni avec la laïcité, ni avec le féminisme.

### ***Universalisme, communautarisme ... Sortir de l'injonction et de l'hypocrisie.***

Il y a une croyance fréquente, celle que la notion d'universel est uniquement issue des « Lumières » en Europe.

Il y aurait un vrai travail à faire sur ce que les « Lumières » ont amené de fondamental et sur leurs limites. Cette période de l'histoire européenne met certes en question l'absolutisme et place au premier plan les idées de liberté ou d'égalité.

Elle est restée vague sur l'esclavage. Les premiers abolitionnistes se sont réclamés des « Lumières » mais avec des ambiguïtés certaines. Avec les « Lumières », la bourgeoisie a remplacé l'aristocratie comme classe dominante et le capitalisme a fait un saut qualitatif incroyable. Clairement les « Lumières » étaient nécessaires mais pas suffisantes pour l'émancipation.

Des périodes comme la révolte des esclaves de Haïti ou les révoltes anticolonialiste du Vietnam ou d'Algérie ne puisent pas leurs références dans ce cadre. On doit donc être modeste sur la notion « d'universel ».

La construction de ce qu'on considère comme « universel » reste donc liée à des choix politiques. Personnellement, le refus de toute forme d'inégalité (selon le sexe, la couleur de la peau, les choix sexuels, les origines, les croyances, la culture) fait partie de mon « universel ». Le droit à avoir les enfants qu'on désire et à ne pas avoir ceux qu'on ne désire pas, aussi bien sûr. Le droit à un niveau de vie décent, à l'éducation, à un travail épanouissant, à un logement digne est tout aussi fondamental. Le droit à une maîtrise collective des moyens de production fait également partie de mon « universel ».

L'obligation de s'assimiler à un modèle dominant n'a rien d'universel. L'idée qu'une société doit être « homogène » non plus.

On accuse la population postcoloniale d'être « communautariste », de ne pas adhérer aux « valeurs républicaines ». De quoi parle-t-on ?

Dans notre chère république laïque, des millions de personnes sont discriminées au travail, au logement, à l'éducation. Ils/elles sont stigmatisé.es en permanence, insulté.es et méprisé.es, soumis.es aux pires violences policières et à une justice complice. Il est impensable d'avoir un discours vis-à-vis de ces personnes du genre : « on va vous défendre, mais à condition que vous soyez invisibles, que vous nous ressembliez ». Cette assignation et ce discours paternaliste sont inaudibles. Des associations antiracistes professant ce que j'appellerais gentiment un antiracisme moral ont perdu le contact avec les victimes du racisme parce qu'elles refusent de leur donner la parole. L'idée qu'il est moralement inacceptable d'accepter la moindre idée ou le moindre comportement raciste ou suprématiste est fondamentale. Elle ne suffit pas.

La seule attitude à mes yeux acceptable c'est : « nous allons lutter tou.tes ensemble pour défendre les droits de tou.tes, la dignité et l'égalité ».

Sur l'islamophobie, même certain.es qui reconnaissent qu'il s'agit d'une forme majeure de racisme reculent sur le fait d'accepter que les musulman.es puissent s'organiser. On a pu constater de fortes réticences des partis, des syndicats et des associations défendant la Palestine quand les « musulman.es » sont descendu.es dans la rue.

### ***En finir avec les faux prétextes.***

Qu'entend-on souvent :

– « Soutenir les femmes voilées, c'est faire la promotion du voile » ! Ah bon ? Et soutenir Dreyfus, c'était promouvoir une religion archaïque et misogyne ou c'était soutenir une armée coloniale » ? Non, c'était soutenir une victime emblématique du racisme et de la haine.

– « La religion ne doit pas apparaître dans l'espace public, sinon on brade la laïcité ». Erreur : la religion n'a jamais disparu de l'espace public. Ce que la laïcité a combattu, c'est la prétention des religieux à vouloir gérer nos vies. La laïcité s'impose d'autant plus qu'elle apparaît comme la garantie du « vivre ensemble ». Si elle apparaît comme une idéologie coercitive voulant imposer un modèle unique, on tire contre notre camp.

– « Les femmes qui portent le voile sont soumises et font du prosélytisme ». J'invite celles et ceux qui croient en cette légende urbaine à discuter avec ces femmes, à identifier leur « domination » qui ne sera peut-être pas celle qu'on imagine.

– « On ne peut pas manifester avec des Islamistes, des Frères musulmans ... ». De quoi parle-t-on ? Il existe en France des associations musulmanes. Certaines collectent de l'argent pour la Palestine. D'autres assurent la défense juridique des victimes de l'islamophobie. On accuse le CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France) d'être une émanation des Frères Musulmans. D'où sort cette accusation (qui sent particulièrement mauvais quand on sait que notre cher pays soutient et arme la dictature de Sissi qui a multiplié contre les Frères Musulmans les pires atrocités) ? Elle vient de la presse pourrie raciste, celle pour qui Islam = Islamiste ou Hamas = terrorisme. Celle qui a approuvé dès le départ la « guerre du bien contre le mal » cher au président Bush, le mal étant évidemment l'Islam.

– « Quand on dialogue avec des organisations musulmanes, on leur donne une légitimité ». Les organisations musulmanes ont leur place dans notre société. Si on a des convictions, on ne doit pas avoir peur de confronter leur discours au nôtre. J'ai été invité au Bourget par l'UOIF (association pour laquelle je n'éprouve aucune sympathie particulière) à une table ronde sur le thème : « les Musulmans ne sont pas responsables de l'antisémitisme ». L'imam de Bordeaux a expliqué que rien dans le Coran ne poussait à la haine des Juifs et moi, j'ai développé mon discours : juif athée, défendant les droits du peuple palestinien et le vivre ensemble, expliquant que c'est le christianisme et l'Europe qui ont développé l'antijudaïsme. Beaucoup de gens ont découvert avec plaisir un discours non communautaire, antiraciste, laïque et à mon sens universaliste.

Alors il est peut-être temps pour tous les gens de « mon » camp de sortir d'un discours qui se croit progressiste mais qui stigmatise une bonne partie du prolétariat de notre pays. Continuer à s'aveugler ne mène nulle part, sauf à renforcer les fachos.

Le 10 novembre à Paris, beaucoup criaient « le problème, c'est pas le voile, c'est la misère sociale » avec la variante « c'est le grand capital ».

Ils/elles avaient raison.

*Pierre Stambul*



## 38.

# Les empoisonneurs, antisémitisme, islamophobie, xénophobie, à propos d'un livre de Sébastien Fontenelle.

---

**Auteur :** André Rosevègue

**Date :** 12 septembre 2020

**Contexte :** L'ouvrage de Sébastien Fontenelle, journaliste à *Politis*, a paru en août 2020.

**Lien :** <https://ujfp.org/lecture/les-empoisonneurs-antisemitisme-islamophobie-xenophobie-a-propos-dun-livre-de-sebastien-fontenelle/>

Beaucoup d'entre nous connaissons Sébastien Fontenelle par sa chronique dans *Politis* et/ou par ses livres – *Les briseurs de tabous*, *Les éditocrates 2 : le cauchemar continue* (en collaboration).

Il publie aujourd'hui chez un éditeur québécois *Les empoisonneurs* un livre qui est une utile recension chronologique d'un certain nombre des déclarations les plus lamentablement racistes de ces phares de la pensée que sont Renaud Camus, Finkelkraut, Rioufol, Zemmour, ... non sans rappeler certains des événements montrant que leur « pensée » a d'une certaine façon armé quelques-uns des auteurs de crimes de masse récents – Anders Behring Brévik à Oslo, Brenton Tarrant à Christchurch.

Paresseusement je cite la 4ème de couverture :

« Quotidiennement, des agitateurs prennent d'assaut les tribunes pour attiser colères identitaires et passions xénophobes. Leur brutalité verbale, qui vise principalement les « migrants » et les « musulmans » rappelle la violence de ceux qui, dans la première moitié du siècle précédent, vilipendaient les « métèques » et les « juifs ». De la même façon que les droites d'antan vitupéraient contre le « judéobolchevisme », leurs épigones fustigent l'« islamo-gauchisme » qu'ils associent à l'antisémitisme.

« Or ces même accusateurs font parfois preuve d'une étonnante complaisance lorsqu'ils se trouvent confrontés, dans leurs alentours culturels et idéologiques, à des considérations pour le moins équivoques sur les juifs ou sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Soudain ils deviennent magnanimes et peuvent même trouver à leurs auteurs des circonstances atténuantes. Et ainsi se perpétue l'abject. »

Je vais prendre un exemple. Renaud Camus, l'auteur de la formule du « grand remplacement » des Français de souche par les arabo-musulmans, écrit dans un tweet quelques semaines après son invitation à l'émission de Finkelkraut en octobre 2017 sur France Culture « Le génocide des Juifs

était sans doute plus criminel mais paraît tout de même un peu petit bras auprès du remplacisme global ».

Est-ce qu'enfin Finkielkraut va se désolidariser de son ami et rompre ? Et bien non. L'immortel Finkielkraut lui trouve des circonstances atténuantes. Certes, il « souffre de voir Renaud Camus s'égarer », mais Camus dénonce à juste titre « le remplacisme global » et veut provoquer un sursaut car « c'est un crève-cœur pour lui de savoir que tant de Français vivent à Saint-Denis, Sevran, la Courneuve, Tourcoing et même certains quartiers de Paris comme dans une terre étrangère ».

En résumé, si c'est bien écrit comme chez Maurras, on peut être antisémite, car le véritable antisémitisme à craindre aujourd'hui est celui des Musulmans.

Ainsi, Finkielkraut sur France Culture adoube Camus comme Netanyahu adoube Orban.

Ainsi, en une trentaine de billets avec citations référencées, Sébastien Fontenelle nous propose une plongée pour cœurs bien accrochés dans la lepénisation des esprits qui a pleinement conquis Le Figaro et marqué des points dans la gauche médiatique. Une zémourisation que l'affaire Obono porte au paroxysme.

Un vade-mecum à garder à portée de la main.

*André Rosevègue*

---

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Sébastien Fontenelle - *Les empoisonneurs, antisémitisme, islamophobie, xénophobie*, Lux éditeur, 2020, 126 pages, 10 €.



## 39.

# Note de lecture de « Antisémitisme & Islamophobie une histoire croisée »

---

**Auteur :** Béatrice Orès

**Date :** 20 octobre 2021

**Contexte :** La campagne électorale en vue de la présidentielle voit ressortir avec violence – en particulier dans le discours d’Eric Zemmour – une islamophobie extrême.

**Lien :** <https://ujfp.org/lecture/note-de-lecture-dantisemitisme-islamophobie-une-histoire-croisee/>

**Le livre de Reza Zia-Ebrahimi (Éditions Amsterdam, 2021) est passionnant à plus d’un titre pour moi, militante de l’UJFP (Union Juive Française pour la Paix) : il conforte la lutte que nous menons au sein de l’UJFP et soutient que le racisme doit être combattu sous toutes ses formes, l’antisémitisme n’étant qu’une de ces formes. Il étaye son argumentation sur des références nombreuses auxquelles je conseille à la lectrice ou au lecteur de se reporter.**

Ce livre étant conceptuellement très riche, cette note de lecture ne peut qu’être partielle et partielle, s’agissant de la lecture que j’en ai faite.

D’emblée, dans son introduction, **Reza Zia-Ebrahimi** précise que : « *la seule manière théoriquement et empiriquement valable d’étudier l’antisémitisme, l’islamophobie ainsi que les autres constructions de l’altérité est de les replacer dans un cadre global, celui du racisme.* » (p.17) et que l’antisémitisme et l’islamophobie ont des origines communes : « *des sentiments islamophobes prédisposent à l’antisémitisme, et vice versa.* » (p.19).

Selon lui, « l’antisémitisme et l’islamophobie ont sans aucun doute chacun une histoire propre et bien distincte » ce qui n’empêche pas qu’il « existe cependant une zone d’intersection, qui n’aurait probablement pas surpris nos ancêtres si on la leur avait révélée, mais qui a été passée sous silence à partir du XX<sup>e</sup> siècle en raison de la question palestinienne, de la Shoah et des stratégies de concurrence victimaires qui se sont mises en place au cours de cette période. » (p. 18). Or, poursuit-il, cette concurrence victimaire constitue un obstacle à la compréhension de l’histoire de l’antisémitisme et de l’islamophobie, et, « puisque tous les racismes proviennent d’un ensemble cohérent de croyances et de pratiques » l’approche « de ceux qui s’imaginent que les ressources dont dispose la société pour reconnaître le statut de victime du racisme sont limitées, qu’il faudrait à tout prix préserver pour une minorité spécifique, à l’exclusion de toutes les autres », une telle approche, donc, « ne serait pas à même d’en saper les fondements, mais conduirait au contraire à maintenir, voire à renforcer, le système global du racisme ». (p. 19).



Dans le cadre d'un travail rigoureux, il indique quelles définitions des termes race, racisme et racialisation il utilise. Ces définitions me paraissent utiles pour poursuivre une réflexion nécessaire sur l'antiracisme politique.

Ainsi :

- *la race est un groupe socialement construit, et l'appartenance à ce groupe est perçue à tort comme déterminant les caractéristiques psychologiques, comportementales et morales de tous les individus qui en sont membres* (p. 23).
- *le racisme est une structure sociale dans laquelle des idées raciales sont employées afin de perpétuer la domination économique, sociale, et culturelle exercée par une majorité sur un ou plusieurs groupes minoritaires* (p. 23) et
- *la racialisation est une stratégie discursive qui postule l'existence d'une race sur la base de certaines caractéristiques perçues comme essentielles* (p. 24). Ainsi il distingue trois formes de racialisation : la forme biologique et une forme religio-culturelle. Il précise que ces deux formes peuvent se combiner et fonctionnent ensemble ; on parlera alors de racialisation hybride. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que **Reza Zia-Ebrahimi** introduit une troisième forme de racialisation, qui constitue une partie importante de sa réflexion sur l'histoire croisée de l'antisémitisme et de l'islamophobie : la racialisation conspiratoire, dont les théories du complot (Protocoles des sages de Sion contre les juifs et le grand remplacement contre les musulmans) forment l'articulation conceptuelle (p.29), ce qui apporte un éclairage particulier sur ce que nous sommes en train de vivre. Il considère « que le complotisme représente le stade ultime de la racialisation puisqu'il ne se contente plus d'altérer la population juive ou musulmane : il l'élève au statut de menace existentielle pour la « civilisation occidentale » » (p. 30). Il note toutefois que cette troisième forme de racialisation ne peut émerger que lorsque les deux premières formes sont présentes et que d'ailleurs, selon les situations historiques ces trois formes de racialisation se sont combinées de manière complexe (p. 30).

Avant de s'atteler à la présentation de cette forme conspiratoire de racialisation, plus récente, **Reza Zia-Ebrahimi** s'attache à décrire l'histoire croisée de l'antisémitisme et de l'islamophobie à travers les siècles, et notamment son enracinement dans plusieurs conjonctures communes, à savoir :

- la représentation médiévale des ennemis de la chrétienté (XIe-XIIIe siècles) ; en effet « juifs » et « Sarrasins » occupent une place commune dans le panthéon des ennemis de la foi chrétienne ». **Reza Zia-Ebrahimi** met notamment en évidence « l'association imaginaire entre le juif et le musulman pendant cette période »
- la Reconquista espagnole : **Reza Zia-Ebrahimi** identifie le premier croisement historique de l'antisémitisme et de l'islamophobie en Ibérie à partir du XVe siècle, à travers la notion de « pureté du sang » (*limpieza de sangre*) dans le cadre de la *Reconquista*, qui s'applique aux juifs, aux musulmans et à leurs descendants. Ces notions de sang et de filiation sont à la fois des formes précoces de racisme et de hiérarchisation des sociétés ibériques.
- la conceptualisation de la race sémitique : au XIXe siècle on oppose les langues indo-européennes aux langues sémitiques. C'est à ce moment-là que l'on observe le glissement langue-race ; apparaît ainsi l'idée de race sémitique inférieure, opposée aux Aryens

(supérieurs). Le principe de racialité culturellement déterminé est considéré comme scientifiquement incontestable à l'époque de Renan, par exemple. Ainsi juifs et musulmans sont racialisés au travers de traits culturels (la langue et la religion) : la science et la philosophie seraient étrangères aux Sémites. Ils n'auraient « ni mythologie, ni épopée, ni science, ni philosophie, ni fiction, ni arts plastiques, ni vie civile » (pp. 55 et sq.). Et ce sont ces affirmations pseudo-scientifiques qui ont notamment permis en France l'émergence d'un Édouard Drumond ou de l'affaire Dreyfus et en Allemagne la création du terme antisémitisme.

- **Reza Zia-Ebrahimi** rappelle également « qu'à l'époque charnière que constitue l'entre-deux guerres, les inquiétudes liées au « flot montant » de l'immigration maghrébine ainsi qu'à une « République juive » se mêlent dans la critique de la décadence civilisationnelle et de l'effémination d'une France qui n'offrirait plus de résistance aux menaces internes (juifs) et externes (Arabes) ». Il note que « le principe du racisme institutionnel est bien présent dans les deux cas, étant donné que les deux formations, l'antisémitisme interne et l'islamophobie coloniale ont pour but de créer ou de maintenir en place une hiérarchie raciale assurant la domination de la majorité sur les minorités en question. » (p. 81-82). Il faut toutefois noter, comme le rappelle Reza Zia-Ebrahimi « que l'inclusion des juifs et des musulmans dans un seul et même groupe racial (les Sémites) est une construction discursive qui s'est rapidement érodée lorsque les Arabes habitant la Palestine et les colons sionistes se sont retrouvés face à face avec deux projets différents sur la Terre sainte. » (p. 82).

Les croisements entre antisémitisme et islamophobie brièvement décrits ci-dessus changent donc de nature au XXe siècle, en raison du contexte géopolitique. Ainsi le synchronisme des histoires de l'antisémitisme et de l'islamophobie se brise et chacun de ces phénomènes commence à suivre une trajectoire distincte. On distingue ainsi le développement de l'antisémitisme qui a conduit au génocide nazi de l'islamophobie coloniale.

Comme précisé plus haut, en sus de cette racialisation essentiellement religio-culturelle, **Reza Zia-Ebrahimi** rappelle qu'au XIXe siècle apparaissent des théories du complot qui posent que les juifs conspirent collectivement dans le but de dominer ou d'anéantir purement et simplement la civilisation occidentale. Des théories similaires, mettant en scène les musulmans se développent à la fin du XXe siècle.

**Reza Zia-Ebrahimi** développe une nouvelle interprétation de ces théories, en les considérant donc comme l'archétype d'une troisième forme, conspiratoire de racialisation.

Il propose une définition du concept de théorie du complot (forme conspiratoire de racialisation) ; plus précisément, il considère qu'une théorie du complot est une construction historique alternative fondée sur la tétrade narrative suivante (p.91) :

- des comploteurs, identifiables, bien qu'occultes
- qui ourdissent un complot
- avec l'aide consciente ou inconsciente de collaborateurs et
- dans le but de dominer, si ce n'est d'anéantir, une nation, toute la civilisation occidentale ou la chrétienté, selon les cas.

Dans ce cadre conceptuel, il traite à travers deux chapitres d'une part le mythe du complot juif et les théories du complot islamophobe. Notons toutefois que les procédés énonciatifs qui sous-tendent les théories du complot antisémites de leurs équivalents islamophobes diffèrent : les juifs sont toujours représentés comme une petite minorité dont le pouvoir présumé réside dans leur richesse et le contrôle qu'ils exercent sur les médias, par exemple, alors que les musulmans, eux sont représentés comme une marée grossissante ; mais ces différences mises à part la dynamique fondamentale des théories du complot antisémites et islamophobes est essentiellement la même : la racialisation de la population visée et sa transformation en menace existentielle pour l'Europe.

Une dernière partie de l'ouvrage traite de la Palestine. **Reza Zia-Ebrahimi** considère qu'avec la question palestinienne, l'histoire croisée de l'antisémitisme et de l'islamophobie a subi une mutation fondamentale. Il précise : « Le dernier acte de l'histoire croisée de l'antisémitisme et de l'islamophobie, est un cas de réagencement au sens propre, c'est-à-dire de changement d'agent. Auparavant, le sujet occidental était l'agent principal de ces deux constructions de l'altérité : en d'autres termes, c'était lui l'antisémite et l'islamophobe. Avec le tournant historique que nous examinerons ici, l'antisémitisme et l'islamophobie seront repris par leurs victimes potentielles. » (p. 163) : le projet sioniste qui mène à la création de l'État d'Israël et la résistance palestinienne à ce projet engendrent des lectures radicalement antagoniques de l'histoire et modifient négativement les modes de représentation mutuelle des juifs et des musulmans.

Ainsi il aborde le rapport entre la Shoah et la Nakba<sup>2</sup> (p.181-182), et souligne que pour les Palestiniens ou les Arabes et musulmans sensibles à la cause palestinienne, la reconnaissance inconditionnelle de la Shoah a un coût, car elle signifierait l'oubli de la Nakba et de ses conséquences historiques : leur rejet du discours dominant sur la Shoah n'est donc pas dû à un antisémitisme « inné », mais au refus de l'État d'Israël de reconnaître la Nakba pour ce qu'elle est : une injustice historique que la Shoah ne saurait justifier et il reprend une formule de Mahmoud Darwich : « un crime ne saurait en compenser un autre. Et demander aux Palestiniens et aux autres Arabes de payer pour des crimes qu'ils n'ont pas commis ne saurait compenser la Shoah. » (p.182).

Mais la littérature anti-palestinienne analysée par **Reza Zia-Ebrahimi** en déduit que les Palestiniens et les Arabes et musulmans sont antisémites ; son objectif ultime est de jeter l'opprobre sur la cause palestinienne en lui attribuant des buts essentiellement antisémites mais déborde vers une stigmatisation de l'ensemble des musulmans : cette littérature décontextualise les formes modernes d'antisémitisme dans le monde musulman en effaçant entièrement la colonisation de la Palestine de l'équation et en occultant les cas explicites de rejet du nazisme et de l'antisémitisme chez les Palestiniens et les Arabes et musulmans.

Toutefois **Reza Zia-Ebrahimi** n'ignore pas l'existence d'un antisémitisme varié mais réel de la plupart des mouvements islamistes (p.175 et sq) ; il note que les études qui en ont été faites dans une perspective anti-palestinienne est plus que problématique : diaboliser le peuple palestinien pour légitimer la dépossession, l'oppression, la ségrégation et la surveillance dont il est victime et décontextualiser l'antisémitisme qui émerge au moment de la colonisation de la Palestine.

Il n'ignore pas non plus l'existence aujourd'hui d'un antisémitisme chez les musulmans en Europe, mais il considère à juste titre qu'il « n'est pas capable de créer une structure raciste qui

---

2 Ces deux termes signifient catastrophe.

serait susceptible de dominer la population juive d'Europe. Pour ce qui est du monde arabe, poursuit-il, l'antisémitisme y est [aujourd'hui] purement discursif et ne s'exerce pas sur une minorité existante, qui a malheureusement *déserté*<sup>3</sup> la région pour s'installer en Israël et en Occident. » (p. 197). Le départ de cette minorité, ajoute Zia-Ebrahimi, dépasse la problématique de la question palestinienne et de l'antisémitisme du monde arabe. Il a aussi à voir avec les efforts fournis par l'État d'Israël afin d'inciter les juifs à venir s'installer sur son territoire.

**Reza Zia-Ebrahimi** aborde encore d'autres aspects qui me paraissent très importants :

- en Europe, celui du « nouvel antisémitisme » (p.182 et sq) également qualifié de « nouvelle judéophobie », qui étend l'accusation d'antisémitisme lancée contre les Palestiniens à la totalité des musulmans et par extension également à ceux/celles qui critiquent le sionisme, englobés dans un concept flou « l'islamo-gauchisme » ; il conclut à juste titre que ce « nouvel antisémitisme » est une thèse idéologique qui s'inscrit dans la continuité des positions anti-palestiniennes. Les défenseurs de ces positions encensent l'État d'Israël dans sa politique coloniale tout en qualifiant d'antisémite la moindre critique émise à l'encontre de ladite politique.
- celui de l'antisionisme et de ses rapports avec l'antisémitisme (p. 185). À ce sujet, ses propos sont clairs ; un antisioniste ne peut être taxé d'antisémitisme que si un certain nombre de conditions préalables sont remplies : notamment s'il projette la figure mythologique du juif hérité de l'antisémitisme « sur l'État d'Israël car c'est un État juif », sur « le sionisme car c'est un mouvement juif » ou s'il tient l'ensemble des juifs pour responsables des agissements dudit État.

Il rappelle à juste titre que l'on peut être antisioniste pour une série de raisons sans rapport avec l'antisémitisme : par engagement en faveur du droit international, des droits de l'homme, des droits des Palestiniens, de la paix au Moyen-Orient, ou par opposition au nationalisme ethnique, à l'occupation militaire, à l'inégalité de traitement, à la dépossession de masse etc...

- celui du développement de « l'industrie islamophobe », notamment aux États-Unis, soutenue en partie par des ultra-sionistes liés à l'entreprise de colonisation des territoires palestiniens, qui non seulement attise la haine à l'égard des Palestiniens, mais aussi qui diabolise l'ensemble des musulmans ; il n'oublie pas de mentionner (i) que ce déplacement des Palestiniens aux musulmans est également présent chez les chrétiens sionistes, dont la vision de l'islam est imprégnée de messianisme, car le retour du peuple juif en Terre sainte annonce le retour du Christ et (ii) que ce lien entre ultra-sionisme et islamophobie a permis aux partis d'extrême-droite européens, aux origines clairement antisémites, voire nazies, de se « dédiaboliser » en jouant la carte pro-israélienne.
- celui du racisme structurel :

— dans les pays occidentaux où se décline une idéologie islamophobe à caractère pro-israélien, on observe aussi des formes subtiles de racisme structurel, puisque ces discours affectent négativement des minorités racialisées. (p. 197) et

---

3 Le terme « déserté » utilisé par **Reza Zia-Ebrahimi** est sans doute malvenu ; en 1956, en Égypte, Nasser a bien expulsé les juifs.

— en Israël, où l'on observe un système d'apartheid, que je qualifierai d'inhérent au sionisme. **Reza Zia-Ebrahimi** précise quant à lui : « ce cas<sup>4</sup> rentre dans la définition du racisme structurel puisque l'appareil étatique définit les statuts de citoyen et de sujet colonisé uniquement en fonction de l'appartenance à une ethnie et éventuellement un lieu de résidence (p. 197).

Dans sa conclusion, **Reza Zia-Ebrahimi** considère, que malgré le réagencement qu'il vient d'examiner, l'antisémitisme et l'islamophobie restent aujourd'hui plus corrélés que jamais et cette corrélation présente un danger inédit : que l'instrumentalisation d'une forme spécifique de racisme ne débouche sur le renforcement du système raciste dans son ensemble.

Je dirai que c'est d'ailleurs ce que l'on observe actuellement en France où en présence d'un discours islamophobe exacerbé, on constate une résurgence de l'antisémitisme d'extrême-droite, parfois meurtrier, sans parler de la négrophobie ou de la romphobie.

L'unicité fondamentale du racisme en tant que système de pensée ne peut qu'engendrer des situations dans lesquelles toutes les formes de racisme prospéreront. Comme le rappelle **Reza Zia-Ebrahimi**, toutes les formes de racisme attribuent aux individus une fixité psychologique procédant des propriétés supposées essentielles du groupe racialisé auquel ils appartiennent, propriétés toujours biologiques et culturelles, parfois conspiratoires (p. 206).

On ne peut pas séparer les différentes formes de racisme et je pense que ceux qui discriminent les musulmans tout en déniaient être islamophobes jouent clairement avec le feu et menacent la paix sociale, les manifestations violentes du racisme systémique le démontrant au quotidien.

Militante de l'UJFP, je lutte contre ce racisme systémique, dénié par nos gouvernants et une partie de l'opinion publique, mais comme tant d'autres je suis vouée aux gémonies par ces apprentis sorciers qui nous gouvernent. J'ajouterai que je suis fière d'avoir participé à l'ouvrage collectif de l'UJFP « Une parole juive contre le racisme » dont la première édition date de 2016 et qui insistait sur l'indivisibilité de la lutte contre le racisme.

Mais dans l'état actuel des discours dominants en France, notre futur n'est pas près de s'éclaircir.

C'est également le constat que fait **Reza Zia-Ebrahimi**, et la lecture de son livre ne permet pas de lever la déprime qui touche le mouvement antiraciste politique aujourd'hui.

Je dirai néanmoins qu'il m'enjoint (et vous enjoint, lecteur/lectrice) à garder le cap et à continuer à lutter, tant contre le racisme systémique que contre la politique inhumaine du gouvernement contre les migrants, qui nous inonde quotidiennement.

Béatrice Orès



---

4 Il s'agit de la domination légale, économique et politique des Palestiniens, à la fois en Israël et dans les territoires occupés

## Index lexical

affaire Dreyfus.....	26
antijudaïsme.....	21
antiracisme moral.....	20
antisémitisme.....	2 sv, 7, 9 sv, 13 sv, 16 sv, 21 sv
Antisémitisme.....	2, 24
antisionisme.....	28
apartheid.....	28
Auschwitz.....	14
Barrès, Maurice.....	15
Behring Breivik, Anders.....	22
Bihr, Alain.....	15
Brasillach, Robert.....	15
Bugeaud (général).....	16
Camus, Renaud.....	22 sv
choc des civilisations.....	7
chrétienté.....	25 sv
coexistence.....	2 sv
communautarisme.....	19
complot juif.....	26
complotisme.....	25
concurrence victimaire.....	24
Daesh.....	16
Darwich, Mahmoud.....	27
destruction des Juifs d'Europe.....	13
Dreyfus, Alfred.....	15, 20
Drieu la Rochelle, Pierre.....	15
Drumond, Édouard.....	26
enseignement du fait religieux.....	5
esclavage.....	19
État d'Israël.....	27 sv
Finkielkraut, Alain.....	22 sv
Fontenelle, Sébastien.....	22 sv
génocide.....	15, 18, 23, 26
immigration.....	12, 15, 26
intolérance.....	10
islamo-gauchisme.....	22, 28
islamophobie.....	2 sv, 11 sv, 20, 22 sv, 24, 25 sv
Islamophobie.....	11 sv, 20, 24
judaïsme.....	21
judéobolchevisme.....	22
kippa.....	4, 9
Ku-Klux-Klan.....	15

laïcité.....	2 sv, 10, 19 sv
lepénisation des esprits.....	23
limpieza de sangre.....	25
Maréchal-Le Pen, Marion.....	12
Marr, Wilhelm.....	14
Maurras, Charles.....	23
messianisme.....	28
migrants.....	22, 29
Nakba.....	27
négationnisme.....	12 sv
négrophobie.....	29
nouvelle judéophobie.....	28
Orban, Viktor.....	23
Pétain, Philippe.....	16
Poliakov, Léon.....	2 sv
préjugés antisémites.....	10
Protocoles des sages de Sion.....	25
race sémitique.....	25
racialisation.....	25 sv
racialité.....	26
racisme.....	3, 6, 10, 12 sv, 20, 24 sv, 28 sv
Racisme.....	18
racisme biologique.....	15 sv
racisme systémique.....	29
Renan, Ernest.....	26
Rioufol, Ivan.....	22
rromphobie.....	29
Sémites.....	14, 26
Shoah.....	24, 27
signes ostentatoires.....	4 sv
suprémacisme blanc.....	19 sv
synagogue.....	4, 17
Tarrant, Brenton.....	22
théories du complot.....	25 sv
universalisme.....	4, 19
UPJB (Union des progressistes juifs de Belgique).....	8
Vichy.....	15
vivre ensemble.....	2 sv, 8, 18
xénophobie.....	22
Zemmour, Éric.....	12, 15, 22
Zia-Ebrahimi, Reza.....	24 sv

## **[LIEN VERS LE DOSSIER 5](#)**

**Retrouvez les articles de l’UJFP sur son site :**

**<https://ujfp.org>**

